



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Trente-sixième session

Dacca (Bangladesh), 8-11 mars 2022

**Déclaration du Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale
(CSA)**

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au:

Secrétariat de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

APRC@fao.org

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

Monsieur le Directeur général de la FAO,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Chers collègues, Mesdames et Messieurs,

1. Je suis ravi de pouvoir m'exprimer devant vous aujourd'hui.
2. Je remercie le Gouvernement et le peuple du Bangladesh de nous accueillir dans leur capitale, Dacca, en particulier M. Muhammad Abdur Razzaque, le Ministre qui nous accueille dans d'excellentes conditions.
3. Pour commencer, permettez-moi d'exprimer ma profonde gratitude au Directeur général de la FAO, M. Qu Dongyu, pour m'avoir invité à participer en qualité de Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) à la présente session de la Conférence régionale, comme il l'a fait pour les autres conférences régionales.
4. Nous apprécions particulièrement le soutien essentiel que la FAO apporte au CSA, notamment en ce qui concerne la diffusion aux niveaux régional et national des instruments relatifs aux politiques négociés et adoptés par les membres du CSA et ceux qui y participent.
5. En outre, en hébergeant le secrétariat du Comité et l'unité de coordination du Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) du CSA et en prêtant un appui financier, technique et politique considérable, la FAO joue un rôle essentiel dans nos travaux.
6. Monsieur le Directeur général, je saisis cette occasion pour vous réaffirmer notre détermination à œuvrer à la concrétisation de l'ambition que nous avons en commun avec la FAO et avec l'ensemble des organisations du système des Nations Unies, à savoir parvenir à un monde libéré de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté, main dans la main.
7. Nous avons toujours l'ambition commune de mieux coordonner et de rendre plus complémentaires le rôle du CSA et celui de la FAO, l'organisme spécialisé du système des Nations Unies chargé de l'alimentation et de l'agriculture, ainsi que celui des autres organismes ayant leur siège à Rome et du système des Nations Unies dans son ensemble.

Mesdames et Messieurs,

8. Nous nous sommes réunis il y a tout juste deux ans, alors que la pandémie de covid-19 commençait. Elle a détruit des vies et aggravé la faim et la malnutrition, mais le fait que nous nous réunissions ici en personne à Dacca montre les progrès certes lents, mais réguliers, que nous sommes en train d'accomplir dans la lutte contre cette pandémie.
9. Mesdames et Messieurs les Ministres, nous saluons l'esprit d'initiative dont vous et vos pays respectifs avez fait preuve dans la lutte contre la covid-19 et ses répercussions sur vos citoyens, vos économies, vos systèmes de santé et vos systèmes agroalimentaires. Soyez assurés, Mesdames et Messieurs, de notre soutien et de notre collaboration indéfectibles.
10. Créé en 1974, puis réformé en 2009, le CSA est la principale plateforme intergouvernementale inclusive des Nations Unies qui met en relation les gouvernements et les différentes parties prenantes, afin que ceux-ci s'accordent sur des orientations stratégiques fondées sur des éléments scientifiques en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et qu'ils nous indiquent ainsi à tous la voie à suivre pour concrétiser le Programme 2030.
11. À l'heure actuelle, 133 membres du CSA, des organisations de la société civile, des acteurs du secteur privé, des organisations de peuples autochtones ou d'agriculteurs, des organisations philanthropiques, le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), des institutions financières internationales, le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation et des organismes du système des Nations Unies pour le développement (notamment la FAO, le Fonds international de développement agricole [FIDA], le Programme alimentaire mondial [PAM] et ONU-Nutrition) se servent de notre plateforme pour régler des questions complexes liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition au moyen de système agroalimentaires durables et inclusifs.

12. Depuis 2009, le CSA a produit des directives sur les régimes fonciers, des principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires et des recommandations sur les politiques liées au changement climatique, à l'eau, à l'établissement de liens entre les petits exploitants et les marchés, entre autres. L'année dernière, les membres du CSA ont adopté les Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition et des Recommandations en matière de politiques sur les approches agroécologiques et autres approches novatrices.
13. Cet ensemble de travaux est important dans l'optique des efforts que vous menez pour lutter contre la faim et la malnutrition. Laissez-moi vous donner quelques exemples de la manière dont ces outils et ressources du CSA sur les politiques peuvent vous aider à traiter les questions prioritaires dont vous allez débattre ici cette semaine.

Premièrement, les mesures visant à promouvoir des systèmes agroalimentaires résilients face au changement climatique dans la région Asie et Pacifique.

14. Le changement climatique fait partie des principaux obstacles qui doivent être surmontés aujourd'hui et à l'avenir pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde. La région Asie et Pacifique est parmi les plus exposées et les plus vulnérables aux répercussions du changement climatique. Par ailleurs, les méthodes agricoles, dans leur état actuel, sont un important facteur de ce changement climatique.
15. À ce propos, j'appelle votre attention sur le document intitulé *Recommandations en matière de politiques – approches agroécologiques et autres approches novatrices*, adopté en juin 2021, qui donne aux pays et aux parties prenantes des orientations sur le rôle des approches novatrices dans l'agriculture durable et sur les systèmes alimentaires qu'il faut mettre en place pour favoriser la sécurité alimentaire et la nutrition.
16. Ces recommandations sur les politiques sont un outil utile pour favoriser la conservation, la restauration et l'utilisation durable de la biodiversité au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition (notamment dans les Îles du Pacifique), un des sujets sur lesquels vous allez vous pencher cette semaine.

Deuxièmement, l'accélération de l'innovation, de la science et du développement du numérique dans un esprit d'inclusion est plus nécessaire que jamais pour transformer les systèmes agroalimentaires dans la région Asie et Pacifique.

17. Malheureusement, malgré des décennies d'innovation et des années de progrès exponentiels dans différentes innovations technologiques fondées sur la science, y compris les technologies numériques utilisées dans l'agriculture, nos systèmes alimentaires sont confrontés à des problèmes multiples, liés entre eux et complexes qui demandent un nouvel éclairage. Certes, différentes formes d'innovation scientifique ont eu des effets très positifs pour certaines exploitations et activités, mais il apparaît clairement qu'elles n'ont pas fonctionné pour tous à l'échelle voulue, ni au bénéfice global de la planète.
18. Ce problème n'est pas dû à l'indisponibilité de technologies de pointe, il s'agit plutôt d'une question d'accès et d'abordabilité pour la grande majorité des producteurs d'aliments que sont les petits exploitants et les agriculteurs familiaux. La question est celle des incitations et des cadres réglementaires et politiques qu'il convient de mettre en place pour déployer les technologies à plus grande échelle et obtenir des effets positifs et inclusifs.
19. Pour favoriser à la fois l'innovation technologique, l'égalité d'accès et la portée des mesures prises, nous devons apporter des innovations plus générales dans la façon dont nous régissons nos systèmes alimentaires aux niveaux local, national et mondial: ce que j'appelle «l'innovation dans la gouvernance».
20. Compte tenu de son ancrage profond dans le droit à l'alimentation, le CSA a approuvé, au niveau mondial, des directives, des principes et des cadres stratégiques qui promeuvent l'innovation dans la gouvernance, y compris l'adoption d'approches multisectorielles et inclusives, qui reflètent la structure multipartite unique qui est au cœur du CSA.

Troisièmement, les priorités d'action «Une seule santé» dans la région Asie et Pacifique

21. La pandémie de covid-19 ayant des incidences profondes sur tous les aspects de nos systèmes agroalimentaires, le CSA intègre désormais des considérations liées à la covid-19 dans tous ses travaux sur la convergence des politiques. Le HLPE du CSA a produit un document de synthèse utile et opportun sur la pandémie, qui a été mis à jour pour prendre en compte l'évolution de la situation. Ce thème sera également un point clé de notre réunion plénière annuelle qui se tiendra en octobre, tout comme la hausse des coûts des produits alimentaires et l'accroissement des inégalités structurelles, qui empêchent des milliards de personnes d'avoir accès à une alimentation saine. Il est essentiel d'adopter une nouvelle approche des questions liées à l'inégalité des genres et à la participation des jeunes pour apporter une réponse politique efficace. Ce point fait partie de ceux sur lesquels se penchera le CSA.

Conclusion et appel à l'action

Mesdames et Messieurs,

22. Les directives du CSA en matière de politiques que j'ai mentionnées sont négociées et approuvées dans le cadre d'un processus inclusif auquel participent les fonctionnaires des pays membres et les représentants à Rome.
23. Il s'agit donc de vos ressources et de vos instruments relatifs aux politiques, que vous pouvez adopter et utiliser pour élaborer vos politiques, stratégies, législations, cadres réglementaires et modèles d'activité.
24. Le Directeur général, M. Qu, et moi-même avons parlé de la manière dont le CSA pourrait mieux jouer son rôle de plateforme intergouvernementale et inclusive, notamment en étant plus efficace en matière de portée et d'impact, en s'alignant davantage sur le Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO et en collaborant plus étroitement avec son réseau de terrain.
25. Je m'y suis engagé et je me tourne vers vous, membres et partenaires, pour que vous continuiez à utiliser nos directives au niveau national et notre plateforme mondiale pour favoriser le dialogue et trouver des consensus mondiaux sur des questions complexes et difficiles, ainsi que pour présenter les progrès accomplis dans vos stratégies nationales.
26. J'invite chaleureusement les pays de la région qui ne sont pas encore membres du CSA à y adhérer, afin de faire partie de cette famille. C'est une démarche simple et gratuite, qui revêt cependant une grande importance.
27. Pour conclure, je tiens à remercier de nouveau le Directeur général de la FAO, M. Qu Dongyu, le Bureau régional de la FAO à Bangkok et M. Muhammad Abdur Razzaque, le Ministre de l'agriculture du Bangladesh, pour son accueil, ainsi que vous, Mesdames et Messieurs les Ministres, pour votre soutien indéfectible et votre collaboration avec le CSA.
28. Merci à vous tous.